



SOLDATS DE FRANCE

Magazine d'histoire militaire de
l'armée de Terre



N° 11 - JANVIER 2019

INFANTERIE ET ARTILLERIE ALPINES

SOMMAIRE

Témoignage : « <i>la bataille d'Abidjan</i> »	3
Arme : aux origines de l'alpinisme militaire	4-6
Combat : le 1 ^{er} régiment d'artillerie de montagne sur le front d'Orient, 1915 – 1918.....	7-9
Équipements : les éclaireurs skieurs dans les Alpes (1944-1945).....	10-12
Opération : l'opération <i>Dinner Out</i> en vallée d'Alasay (Afghanistan).....	13-15
Matériels : les canons emblématiques de l'artillerie de montagne, 1880-1940.....	16-17
Symbolique militaire : l'artillerie de montagne, historique et symbolique.....	18-19
Unité : les « alpins » des Pyrénées dans l'entre-deux-guerres	20-21
Cas concret : la destruction du fort de Chaberton, le 21 juin 1940	22-23
Portrait : le capitaine Pierre Jacques (1914-1957)	24
Chronique BD : <i>La Guerre des Loups. L'enfer du Lingekopf</i>	25-26
Tradition : la saga des insignes de promotion de Saint-Cyr.....	27-28
Bataille : Vrine-Meuse : l'ultime sacrifice du poilu (9 au 11 novembre 1918).....	29-31
Histoire vivante militaire : Collectif « France 40 » et « Zone libre »	32
Quiz : connaissez-vous nos OPEX ? <i>Licorne et Turquoise</i>	33



Directeur de la publication :
Général Dominique Cambournac

Rédacteur en chef :
Lieutenant-colonel Rémy Porte

Rédacteur en chef adjoint :
Lieutenant (R) Rémi Mazauric

Comité de rédaction :
Colonel Thierry Noulens,
Colonel Frédéric Jordan,
Lieutenant-colonel Vincent Arbarétier,
Lieutenant-colonel Jean Bourcart,
Lieutenant-colonel Rémi Scarpa,
Commandant Julien Monange.

Comité de relecture :
Lieutenant-colonel (R) Antoine Champeaux,
Lieutenant-colonel (er) Benoit Deleuze,
Chef d'escadron Simon Ledoux,
Chef de bataillon Jean-Baptiste Dubray,
Commandant Geraud Sez nec,
Sous-lieutenant Jean-Hugues Long,
M. Benoit Beucher.

Adresse mail :
emat-histoire.referent.fct@intradef.gouv.fr
remi.mazauric@intradef.gouv.fr

En couverture : chasseurs alpins du 199^e bataillon de chasseurs de haute montagne (BCHM) en position de tir au-dessus de Chamonix (Haute-Savoie) vers 1940. Auteur Vierot. ECPAD.
Réalisation : SIRPA Terre/CPIT6 Saint-Maixent-l'École



« La bataille d'Abidjan »

Côte d'Ivoire, 11 avril 2011



Insigne du 13^e BCA.
Collection particulière.

« Abidjan nord, quartier des ambassades, carrefour du Bélière, relève sur position des éléments de tête de la compagnie... la bataille d'Abidjan est terminée. Laurent Gbagbo, refusant de quitter le pouvoir malgré sa défaite aux élections présidentielles de décembre 2010 est déchu, Alassane Ouattara, vainqueur démocratique des élections est officiellement proclamé, la force Licorne est célébrée dans la capitale ivoirienne. La 3^e compagnie vient d'achever une phase d'engagement de douze jours au profit de la paix en RCI. Douze jours durant lesquels elle aura rempli les missions les plus diverses, de la patrouille à la haute intensité en passant par des centaines d'évacuations de ressortissants.

Désignée en juillet 2010 pour une projection au Gabon, la compagnie est finalement mise d'alerte en janvier 2011 suite à la dégradation de la situation sécuritaire en République de Côte d'Ivoire où vivent 15 000 ressortissants français. L'éventualité se transforme rapidement en réalité et la compagnie embarque sur le TCD¹ Foudre, à Toulon, le 6 février 2011. Ralliant Abidjan par OHP depuis le Golfe de Guinée après quinze jours de transit maritime, elle intègre la force Licorne sous le commandement du 12^e cuirassiers dès le 21 février 2011. Du 30 mars au 10 avril 2011, elle évacue plus de 1 100 ressortissants. Le 11 avril, elle s'engage dans la bataille d'Abidjan. En mission de couverture sur le boulevard de France, la « 3 » fait prisonnier une compagnie de la garde rapprochée du président Gbagbo et récupère un volume important d'armement. Elle s'oppose surtout, conformément aux ordres reçus, au renfort du dispositif de défense de la résidence du président déchu en détruisant plusieurs pick-up par tirs antichar et mitrailleuse 12,7.

Impossible de résumer les temps forts vécus tant ils furent intenses, impromptus, décidés ou subis. De la première évacuation de ressortissants en zone 4 sous le feu à la mission de couverture sur le boulevard de France, comment ne pas oublier les visages soulagés et reconnaissants des ressortissants français et internationaux lorsque nous les évacuons d'une situation sécuritaire désespérée et l'investissement des chasseurs de la compagnie prêts à tout pour sauver un homme, une femme, un enfant face aux déferlements de violence. »



Fanion du 13^e BCA au château de Vincennes en 2011. © wikipédia.

Capitaine Durot
3^e compagnie du 13^e bataillon de chasseurs alpins (BCA)

¹ Transport de chalands de débarquement

Aux origines de l'alpinisme militaire¹



Tenue du chasseur alpin, Oisans 1895. Photo Joseph Lemerrier. Album colonel Monneveu.

La menace italienne

En 1866, les combats opposant les Italiens aux chasseurs tyroliens de l'Empire austro-hongrois dirigés par le baron von Kuhn, font prendre conscience que les Alpes ne constituent plus une fortification naturelle suffisante. L'Italie met alors sur pied, en 1872, le corps des *alpini* qui représente pour l'Italie « un boulevard élevé à l'extrême frontière, boulevard portant ces mots gravés *Si non passa.* » (*On ne passe pas*).

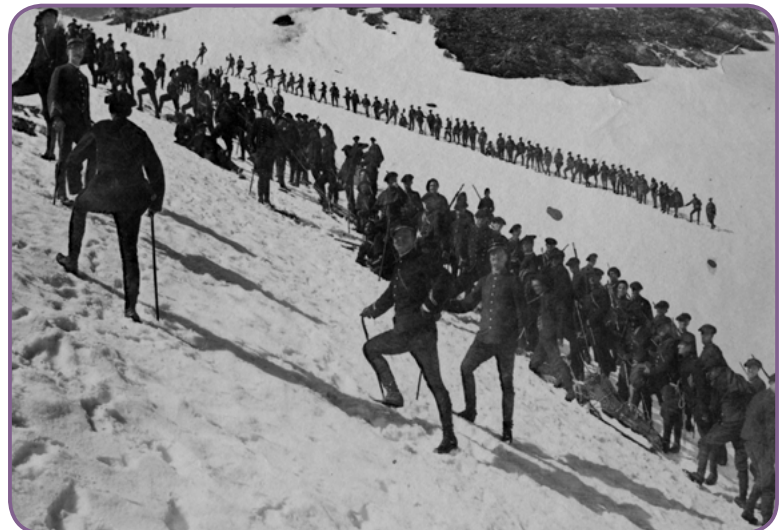
La réaction française

En France, après la défaite de la guerre de 1870, seule prime l'hypothèse de guerre face à l'Allemagne. Heureusement, au cours des années 1870-1890, quelques précurseurs identifient la menace et proposent la formation de troupes spécifiques. En 1873, le député des Hautes-Alpes, Ernest Cézanne, second président du club alpin français, propose au Parlement un amendement relatif à l'organisation militaire dans la région des montagnes. Mais il faut attendre 1878 pour voir les premières reconnaissances sur les frontières ordonnées par le lieutenant-colonel Zédé. L'expérimentation sera confiée au chef de bataillon Arvers.

Après la défaite de 1870, la frontière des Alpes étant abandonnée au détriment des régions stratégiques qui font face à l'Allemagne, la naissance de l'alpinisme militaire naît seulement à la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 24 décembre 1888 portant modification des bataillons de chasseurs à pied.

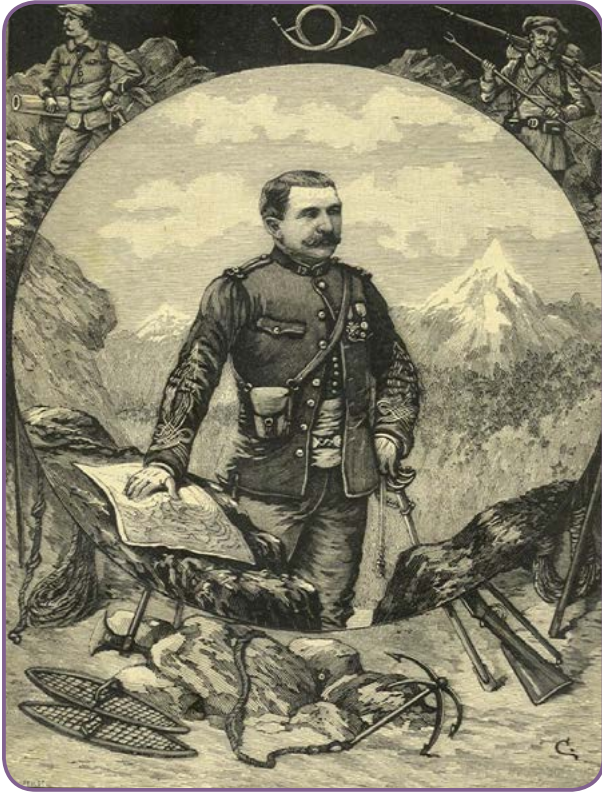
Seize ans après la création des *alpini* en Italie (1872), cette loi, fruit de dix années d'expérimentations conduites par le chef de bataillon Paul Arvers à la tête du 12^e bataillon de chasseurs à pied (BCP), met sur pied les bataillons de chasseurs alpins, premières troupes spécialisées au combat en montagne moderne.

Elle est la lente prise de conscience politique qu'en pays de montagnes, il faut une instruction appropriée, un entraînement interarmes, une organisation particulière et surtout un équipement spécifique.



Chasseurs alpins et artilleurs de montagne, Oisans 1895. © Joseph Lemerrier. Album colonel Monneveu.

¹ L'auteur de ce texte reprend les éléments parus dans son ouvrage : *Aux origines de l'alpinisme militaire, Fondation des chasseurs alpins et rôle du général Arvers*. Éditions Pierre de Taillac, 2018.



Le Colonel Arvers, illustration tirée de *La France et la Russie contre la Triple alliance, la guerre de montagnes, grand récit patriotique et militaire. 1892.*

Paul Arvers

Paul Arvers, Saint-cyrien né en 1837 à Thionville, a fait la campagne d'Italie en 1859 et la guerre de 1870 contre les Allemands. Après avoir commandé le 12^e BCP à Lyon de 1879 à 1885, il est affecté à la direction de l'infanterie. Colonel en 1888, il rédige les projets de la loi du 24 décembre 1888 *modifiant l'organisation des bataillons de chasseurs à pied*. Général de division en 1898, il commande la 28^e division d'infanterie des Alpes à Chambéry.

Les expérimentations

Les unités stationnant après 1870 dans les Alpes sont restreintes : 13^e BCP à Chambéry et 30^e à Embrun. Le choix se porte plutôt sur le 12^e BCP rentrant d'Algérie, qui est affecté à Briançon l'été, et à Lyon l'hiver. Avec trois bataillons pris dans les 52^e, 75^e et 97^e RI, et deux batteries d'artillerie, le 12^e BCP parcourt les montagnes du Briançonnais pendant l'été 1879. On quitte les prescriptions habituelles de plaine, mesurant les distances en heures et non plus en distances, les fronts en projection verticale et non en élongation horizontale, les tirs en inclinaison et non en direction.

Très vite, le 12^e BCP se perfectionne comme un incontestable instrument de guerre de montagne et crée en 1881 le premier groupe alpin en joignant aux chasseurs, une batterie d'artillerie de montagne, des éléments du génie et des télégraphistes. En 1884, on fait mettre à l'étude les moyens de transport reconnus indispensables qui se composent d'un certain nombre de mulets et de quelques voitures légères.

En 1887, le général Ferron, charge le lieutenant-colonel Arvers d'élaborer un projet de loi de réorganisation de la défense des Alpes : « *Sur les 30 bataillons de chasseurs actuellement existants, [...] 12 seront exclusivement affectés à la défense des Alpes ; ils... posséderont une tenue spéciale appropriée à la montagne.* » Après de nombreuses discussions, la loi du 24 décembre 1888 portant modification des bataillons de chasseurs à pied instaure les troupes alpines et leur accorde la tenue appropriée.



Alpins du 158^e régiment. Collection Laurent Demouzon.



Un alpin du 97^e RI. Collection Laurent Demouzon.

Les innovations techniques et tactiques

L'instruction au tir est donnée, ce qui est nouveau, sur des terrains montagneux. Le tir y revêt une forme particulière car on peut être amené à tirer d'une position escarpée dans le fond des vallées, puis, au contraire, du fond des vallées sur des positions escarpées. Le tireur doit être en mesure de tirer sur la neige ou dans les prés, face ou contre le soleil, et d'apprécier ainsi toutes les distances.

En emploi tactique, la guerre avec des gros bataillons qui attendent l'ennemi à la sortie des grandes vallées ne se conçoit plus en montagne. Dès 1881, sur ordre de Paul Arvers, la formation du 1^{er} groupe alpin, entité novatrice, donne naissance aux premiers groupements tactiques interarmes. Expérimentalement, en remplacement de la cavalerie qui ne peut alors opérer en haute montagne, on met aussi sur pied en 1886 les premiers éclaireurs de montagne sous la forme d'escouades franches, précurseurs et ancêtres des sections d'éclaireurs skieurs créées en 1930, ancêtres des groupements commandos montagne.

Le développement du ski et de l'alpinisme : Henry Duhamel et la naissance du ski en France

Henry Duhamel est un des membres fondateurs du club alpin français en 1874. En 1878, il découvre deux longues et étroites planchettes dans un stand d'un exposant suédois lors de l'Exposition universelle de Paris. Faute de mode d'emploi, les débuts sont très difficiles, mais la légende veut que ce soit lui qui, à Chamrousse, développe la pratique et l'utilisation de ces planches.

François Henri Dunod, initiateur de l'alpinisme d'hiver

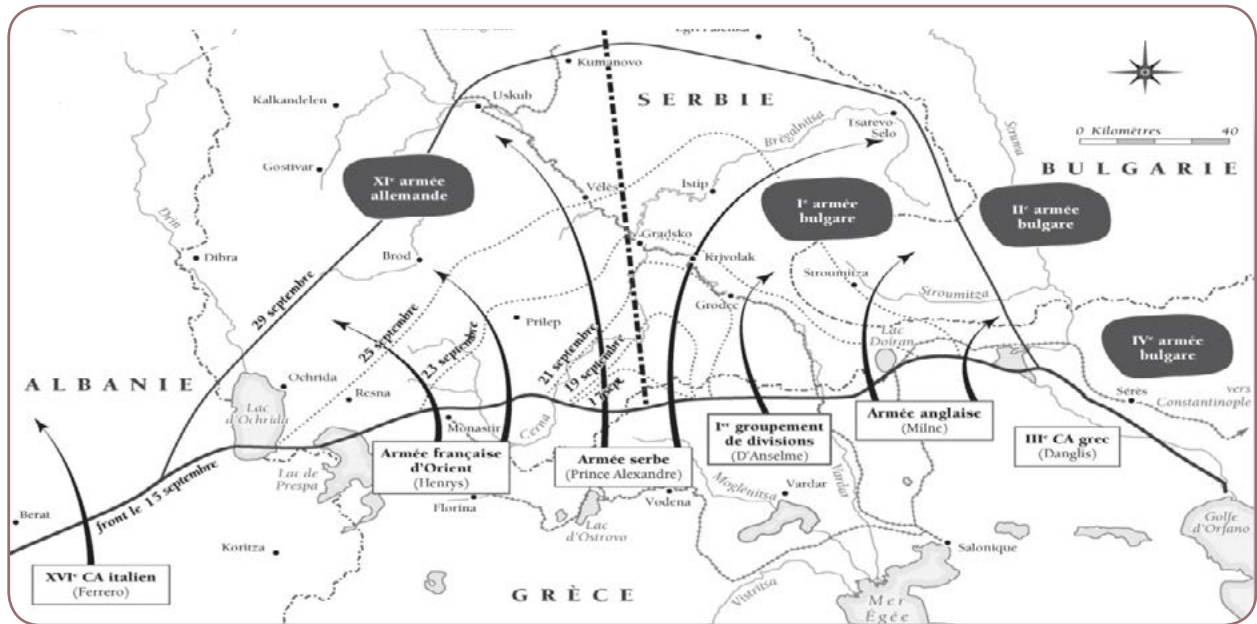
Officier au 12^e BCP, alpiniste confirmé, il est le premier Français à avoir effectué une ascension du mont Blanc en hiver, en janvier 1892. Il est considéré comme l'un des initiateurs de l'alpinisme d'hiver en France avec les premiers véritables essais de skis en France au col du Lautaret entre 1896 et 1898. En 1899, il parcourt la route de Briançon à Guillestre en passant par le col de l'Izoard, soit 1 275 mètres de dénivelé en dix heures de temps. Enfin, il crée en janvier 1904, à Briançon, l'école des skieurs militaires, première école de ski.



Mouvement de reconnaissance en montagne fin XIX^e siècle. Collection Laurent Demouzon.

Le 1^{er} régiment d'artillerie de montagne sur le front d'Orient, 1915 – 1918

Le 1^{er} régiment d'artillerie de montagne (RAM), créé en 1910, est engagé sur plusieurs fronts durant la Première Guerre mondiale : la France, l'Italie et l'Orient. Ce sont les actions du 1^{er} RAM sur ce dernier théâtre qui seront présentées ici.



Carte issue du livre *Le Front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale, 1915-1918* de Max Schiavon.

Contexte

Le royaume de Serbie est attaqué en 1915 par les Austro-Hongrois et les Bulgares, alliés des Allemands. Le haut-commandement français décide de venir en aide à son allié et crée un corps expéditionnaire, sous les ordres du général Sarrail, qui débarque à Salonique (Grèce) le 4 octobre 1915. Les missions de ce corps expéditionnaire seront multiples : soutenir l'armée serbe avec l'aide de troupes anglaises évacuées des Dardanelles, contribuer à la reconstruction de cette armée après sa déroute et son évacuation par les ports de l'Adriatique, fixer l'ennemi suite à l'effondrement de la Russie et enfin ouvrir un nouveau front pour soulager le front occidental.

Opérations de 1915 : le débarquement puis la retraite de Salonique

La 57^e division d'infanterie (DI), appuyée par la 5^e et la 43^e batterie du 1^{er} régiment d'artillerie de montagne (RAM), débarque à Salonique le 14 octobre 1915. Dans la foulée, les artilleurs se déploient sur la rive gauche du Vardar pour appuyer le débarquement des troupes. De violents combats ont lieu autour du mont Kara où s'illustre la 43^e batterie, qui sera citée à l'ordre de la 57^e DI. La 122^e DI débarque à son tour le 14 novembre 1915 avec 3 batteries du 1^{er} RAM (3^e, 41^e, 42^e). Dès le 22 novembre, les artilleurs ouvrent le feu sur les Bulgares dans la région de Vozarci mais malgré des tirs très précis qui ralentissent l'ennemi, ils sont obligés de battre en retraite, canons portés sous le feu à dos d'homme.



Le fleuve Vardar. Carte postale ancienne. Collection particulière.

À compter du 20 novembre 1915, débute la retraite de Salonique, sous la pression de l'ennemi. Les batteries du 1^{er} RAM participent à tous les combats d'arrière-garde et n'abandonnent ni trainard ni matériel, malgré des conditions météorologiques extrêmes (-20°C). De retour sur les rives du Vardar, les artilleurs de montagne permettent aux divisions d'infanterie de se replier en bon ordre. Puis, elles se regroupent pour passer l'hiver dans le camp retranché de Salonique.

Opérations de 1916 : la reconstitution de l'armée serbe et la contre-offensive alliée



Artilleurs de montagne prenant la pause. Remarquez les bats de mules permettant de transporter les pièces d'artillerie de montagne. Collection particulière.

Rejoints par la 49^e et la 50^e batterie, les groupes de batteries d'artillerie de montagne passent en réserve d'armée et participent, durant l'hiver 1915-1916, à l'organisation des positions d'artillerie dans le camp retranché. Fin février 1916, le général Sarrail décide de desserrer l'étau autour de la tête de pont et désigne une brigade d'infanterie, appuyée par 3 batteries du 1^{er} RAM, pour s'emparer de positions avoisinantes occupées par les Bulgares. Au printemps 1916, la 57^e DI sort du camp et se porte à la frontière serbe pour y organiser le front.

Pendant ce temps, la 46^e batterie, formant avec le 6^e BCA le 6^e groupe alpin, participe à Corfou à la reconstitution de l'armée serbe. Au cours de l'été et de l'automne 1916, les artilleurs de montagne appuient les offensives limitées et victorieuses dans les régions du Vardar, Skra-di-Legen, Florina. L'armée bulgare et une partie des forces austro-hongroises sont fixées sur ce théâtre d'opérations.

Opérations de 1917 : offensives limitées

Au cours de l'année 1917, l'armée d'Orient va considérablement renforcer ses défenses et organiser l'arrière du front pour préparer la reprise de l'offensive. Afin de fixer l'ennemi plus conséquemment, le haut commandement décide de monter une opération sur le massif montagneux du Skra-di-Legen, à la frontière gréco-serbe, en mai 1917. L'action de l'artillerie de montagne permet une bonne préparation de l'attaque de la position, l'ouverture de brèches dans les réseaux de barbelés et l'accompagnement de l'infanterie. L'offensive est malgré tout repoussée et la contre-attaque ennemie est stoppée par les tirs français.



Manutention de caisses au 1^{er} RAM. Collection particulière.

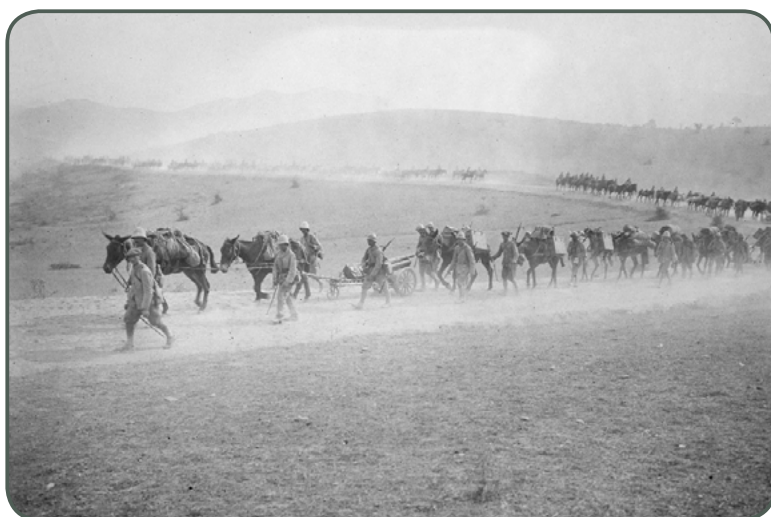
Dans le courant de l'année 1917, plusieurs groupes de batteries (groupes Garday, Delaporte, Tetu) rejoignent le front d'Orient, portant à une douzaine le nombre de batteries du 1^{er} RAM présentes sur le théâtre d'opérations.

Opérations de 1918 : offensive et rupture du front ennemi

Le 1^{er} RAM est réorganisé en décembre 1917, ses batteries étant désormais numérotées de 1 à 28. Durant l'hiver 1917-1918, la troupe parfait son instruction et les effectifs sont renforcés, en vue d'une offensive générale qui doit contribuer, avec la mobilisation de l'armée grecque, à accélérer l'effondrement de l'ennemi sur ce théâtre. Courant mai 1918, une nouvelle attaque sur le Skra-di-Legen est lancée avec notamment trois divisions grecques, appuyées par le groupe Petiot du 1^{er} RAM (13^e, 14^e et 15^e batteries). Le succès de cette opération met en fuite l'ennemi bulgare et engendre son effondrement. L'armée autrichienne est poursuivie sans relâche par les divisions françaises et leurs artilleurs, car elle refuse de se rendre.



Pièce de 75 millimètres en position. Collection particulière.



Colonne de l'artillerie de montagne sur le front d'Orient. Pièces de 65 millimètres de montagne tractées à la limonière. ECPAD.

La rupture définitive du front intervient à l'occasion de la bataille de Dobropolje, le 15 septembre 1918. La 122^e DI n'arrête sa progression que lorsqu'elle atteint la frontière bulgare à la fin du mois de septembre. La Bulgarie demande l'armistice le 30 du même mois. Après l'armistice, plusieurs batteries du 1^{er} RAM restent dans la région pour affirmer le rôle prépondérant qu'a joué la France dans la victoire : Turquie, Liban, Hongrie, Albanie, Syrie.

Conclusion

Au cours de cette campagne victorieuse, le 1^{er} régiment d'artillerie de montagne a perdu 22 officiers et 258 sous-officiers et artilleurs de montagne. 103 d'entre eux ont été tués le 19 juillet 1917 lors de l'attaque du navire *Etoty* par la marine allemande, au sud de Malte. Ils rejoignaient le théâtre par ce biais. Afin d'honorer le 1^{er} régiment d'artillerie de montagne pour sa participation à la libération du territoire serbe, le roi Pierre 1^{er} de Serbie décernera au 93^e RAM, héritier du 1^{er} RAM, la médaille commémorative 1914-1918 pour la libération et l'unification. L'étendard du 93^e RAM porte dans ses plis l'inscription « Dobropolje 1918 » et arbore sur sa cravate la décoration serbe.

Les éclaireurs skieurs dans les Alpes (1944-1945)

Les sections d'éclaireurs skieurs (SES) français de 1944 présentent, dans les Alpes, un aspect hétérogène, en particulier pour ce qui ressort de leurs équipements. Cette panoplie de matériels individuels très large s'explique par les disparités d'origine des forces et par le « grand mélange » des dotations dans des armées françaises largement amalgamées - et constamment réarticulées - à cette période charnière.



Photo de l'entraînement d'une SES à la fin de la guerre. Collection Laurent Demouzon.

Les soldats, en béret alpin réglementaire ou fantaisie (avec cor de chasse jonquille) sont plutôt bien équipés : ils portent en tenue de combat la parka blanche (la *windjacket* en toile à voile) comprenant une cagoule longue en tissu imperméable caoutchouté avec col zippé ou lacé (deux versions), sur laquelle viennent s'ajuster les équipements cuir modèle 1935/37 avec bretelles de suspension soutenant les cartouchières modèle 37, et bien entendu le sac de montagne modèle 1940 avec contre-sanglons cuir pour une meilleure répartition de la charge dorsale. Le bas du corps est bien protégé par le pantalon modèle 38 surnommé « golf », en drap gris de fer foncé pour les chasseurs avec ou sans passepoil jaune (fantaisie) ou kaki pour les RIA.

Les SES les plus aguerries appartiennent, dans les mois qui suivent la libération, à la 4^e division marocaine de montagne (DMM), à la 2^e division d'infanterie marocaine, ou encore à la 1^{re} division alpine (future 27^e division alpine) en formation. On retrouve, dans ces grandes unités de montagne, des bataillons de chasseurs alpins (BCA), et des régiments d'infanterie alpine (RIA), accompagnés de leurs appuis et soutiens. Les SES de ces régiments, composés de soldats « frontaliers », c'est-à-dire montagnards ou d'indigènes bien entraînés, ont principalement vocation à être engagées dans des missions de reconnaissance de points ou de zones d'accès difficile dans un massif alpin encore sous la menace, loin d'être résiduelle, des troupes de montagne allemandes ou des *alpini* de la république sociale (fasciste) italienne.



Photo d'une SES du 6^e BCA à Valloire en mars 1945. Collection Laurent Demouzon.

Pour les patrouilles par grand froid, une salopette blanche de skieur en toile de coton imperméable complète l'ensemble formé avec les bas de laine « ski », là encore bleus ou kakis en fonction du corps, et surtout les fameux brodequins de montagne modèle 1940 à bouts carrés, servant aussi bien de chaussure de marche que de chaussure de ski et dotés d'un cloutage renforcé appelé « à ailes de mouche ».



Photo en Tarentaise de chasseurs du 7^e BCA devant la Pointe de Belleface.
Collection Laurent Demouzon.

Voulant augmenter ses capacités en équipes légères et très mobiles d'observateurs d'artillerie, le général Sevez, commandant le secteur des Alpes, a, en outre, décidé de créer une vingtaine de SES supplémentaires pour renforcer les compagnies des forces françaises de l'intérieur (FFI) ou les groupes d'anciens des chantiers de jeunesse issus de régions non montagneuses qui ont rejoint la 27^e division alpine mais ne possédant aucun skieur confirmé dans leurs rangs.

Les meilleurs descendeurs des régiments alpins sont donc envoyés en Savoie au centre d'instruction de ski de Mont-Revard afin de suivre une formation accélérée dans ce but. L'équipement dont sont dotées ces nouvelles SES de « deuxième échelon » est jugé hétéroclite et « miteux » : les stocks de blousons de montagne verts et des pantalons de drap de même couleur des chantiers de jeunesse sont distribués avec des chemises blanches en rayonne (viscose) et des cagoules alpines récupérées de la *Wehrmacht*.

Les plus chanceux reçoivent un pantalon américain, jugé plus seyant et résistant. Mais certaines SES sont radicalement équipées en deuxième main : blousons de skieur modèle 40 modifiés « armée d'armistice » avec grades et insignes apparents et boutons de vareuse d'uniforme en fer blanc, et mêmes pantalons de couleur bleu foncé des groupes jeunesse et montagne, un mouvement maréchaliste passé en bloc à la résistance.



Troupes alpines au Col du Midi. Collection Laurent Demouzon.



Photo en Maurienne d'une patrouille d'une SES à la fin de la guerre.
Collection Laurent Demouzon.

Des guêtres civiles et des gilets en peau de lapin, le port du casque modèle 1925 (profil Adrian !) recouvert d'un couvre casque et, pour les groupes issus du sud de la France (FFI de l'Ardèche ou de la Drôme), un petit béret basque acheté auprès de fournisseurs civils ajoutent encore, s'il en était besoin, à la bigarrure de l'ensemble.

Qu'ils servent au sein des SES historiques issues des BCA ou des nouvelles SES provenant des FFI, les éclaireurs sont, néanmoins, tous dotés des skis militaires réglementaires en *hickory* et des bâtons en aluminium avec dragonne en cuir. Les lunettes et gants de neige, d'origine civile, sont appréciés pour utiliser correctement l'armement individuel et collectif mis à disposition par l'armée française ou, selon les secteurs, par l'armée américaine (et dont il faut apprendre le maniement) : fusils MAS 36, pistolets mitrailleurs STEN, carabines US, fusil Garand, fusils mitrailleurs BREN ou BAR, grenades américaines.



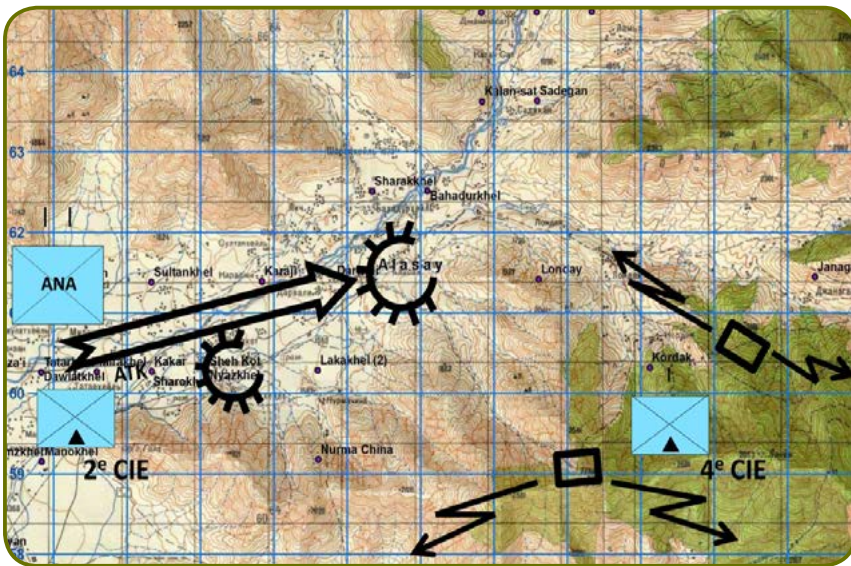
Photo d'une SES à l'école de ski en manœuvre dans le Briançonnais.
Collection Laurent Demouzon.

C'est dans cet appareil insolite que les SES des Alpes vont montrer leur efficacité. Transportées au combat par les moyens automobiles américains de la 1^{re} *Airborne Task Force* et de la 44^e *Anti-Aircraft Brigade*, les SES vont connaître, pour plusieurs d'entre elles, l'engagement au feu dans plusieurs coups de main et opérations en Maurienne, en Tarentaise, dans le Queyras, les Hautes-Alpes, etc. contre un ennemi aguerri et qui estime n'avoir plus rien à perdre.

Cet article a été réalisé avec la collaboration de Laurent Demouzon, spécialiste des troupes de montagne, qui a eu l'amabilité de mettre à disposition les photos présentes dans ce numéro spécial.

L'opération *Dinner Out* en vallée d'Alasay (Afghanistan)

Au mois de juin 2008, la France décide de renforcer sa présence en Afghanistan en déployant un bataillon interarmes (700 hommes) complémentaire en Kapisa. Elle est engagée depuis sept ans en Afghanistan dans le cadre de la force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS). Les 18 et 19 août 2008, dix soldats français tombent sous les balles des Talibans lors de l'embuscade d'Uzbin.



Carte de l'opération. Réalisation du lieutenant © Christophe Lafaye

Le 7 décembre 2008, la *Task Force* (TF) *Tiger* du 27^e bataillon de chasseurs alpins (BCA), sous le commandement du colonel Nicolas Le Nen, prend la place du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA) (de la TF *Chimère*). Le bataillon interarmes comprend des effectifs des diverses formations de la 27^e brigade d'infanterie de montagne (BIM).

La force *Tiger* est subordonnée à la TF *Warrior* armée par la 101^e *Airborne Division* américaine. Le 27^e BCA est sous une double chaîne de commandement : nationale et américaine (*Region Command-East*), dont il dépend pour une grande partie de ses appuis. Lorsqu'ils arrivent sur le théâtre d'opération, les soldats de montagne sont concentrés et déterminés. La mission s'annonce difficile mais l'exigeante préparation avant projection leur a permis de répéter les savoir-faire techniques et tactiques du combat interarmes. Le colonel Le Nen fixe deux objectifs à son bataillon. Il veut progressivement couper les Talibans de la population, qui doit être le centre de gravité de toutes opérations.

La paix de la province passe par un processus politique de réconciliation et de développement économique. Le colonel Le Nen veut prouver à la population que la coalition peut vaincre militairement les Talibans. Il souhaite obliger ces derniers à renoncer au combat direct et à basculer vers d'autres modes opératoires, comme le terrorisme, qui entraîneront le rejet des habitants des villages.



Colonne de véhicules de l'avant blindé du 27^e BCA, en janvier 2009, à Nijrab en Afghanistan. ©Sébastien Lafargue. ECPAD.



Militaire du 27^e BCA équipant de chaînes la roue d'un VAB en janvier 2009, à Nijrab en Afghanistan. © Sébastien Lafargue. ECPAD.

Enfin, il veut prendre le contrôle physique de toutes les parties peuplées de la province, en implantant des postes de combat pour l'armée nationale afghane (ANA). Son principal but est de repousser son adversaire vers les hautes vallées d'Afghanya, d'Alasay et de Bédraou, puis de le marginaliser en accélérant le développement économique des espaces sous contrôle. L'opération *Dinner Out*, du 14 au 23 mars 2009, constitue le temps fort du mandat. Son objectif est d'installer deux postes de l'ANA au cœur de la vallée d'Alasay afin d'en assurer le contrôle. Le premier poste doit être implanté à l'est du village de Shehkut pour tenir l'axe sud. Le second est prévu à l'emplacement de la prison d'Alasay.

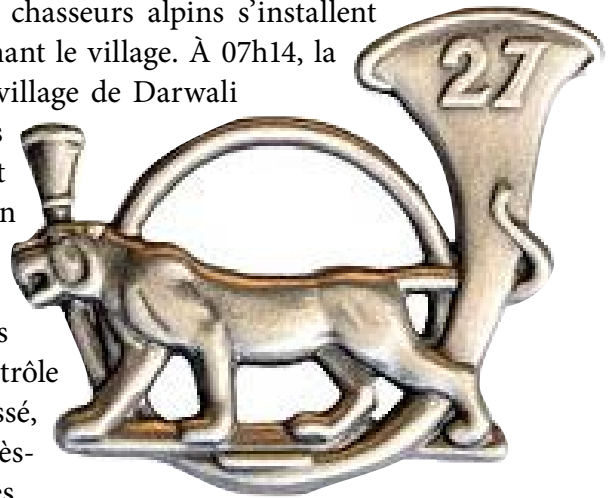
Pour le colonel Le Nen : « *Le succès de l'opération repose sur une manœuvre qui combine la saisie des hauteurs sud de la vallée, une attaque par l'axe qu'elles surplombent, et une action simultanée sur l'entrée et le fond de la vallée. Il s'agit de déstabiliser les deux lignes de défense des insurgés articulées sur les villages de Darwali et d'Alasay en les menaçant simultanément à partir des hautes et de leurs arrières* ».



Chasseur alpin en Afghanistan. ©ECPAD.

Les autorités de la vallée sont prévenues de l'opération afin de permettre aux populations de se retirer. Les Talibans, en acceptant le combat, perdent l'initiative. Le 14 mars 2009, à 04h30, la 4^e compagnie de la *TF Tiger* est hélicoptérée sur les crêtes sud de la vallée d'Alasay. Sa mission est d'assurer une couverture face au sud et à l'est et d'appuyer l'attaque principale conduite par une compagnie de l'ANA et la 2^e compagnie du 27^e BCA. Les soldats de montagne se répartissent à l'est et à l'ouest du Karat Kuhe (2 754 mètres), son point culminant. À la même heure, la section de commandos, qui éclairent la progression des éléments de l'axe sud et de la vallée d'Alasay, arrivent à proximité du village de Tatarkhel.

La 2^e compagnie s'empare du verrou de Shekut. Des chasseurs alpins s'installent immédiatement en appui à mi-pente sur les hauteurs dominant le village. À 07h14, la première ligne de défense des Talibans retranchée dans le village de Darwali ouvre le feu. Dans le même temps, des tireurs d'élite insurgés attaquent les deux sections de la 4^e compagnie qui dominant Alasay. La ligne de défense de Darwali est réduite par un tir de Milan. À 08h30, la 2^e compagnie se rend maître du village d'Alasay, déserté par ses habitants. Les accrochages se poursuivent toute la matinée. Les Talibans veulent chasser les Français et les Afghans des hauteurs pour ne pas perdre le contrôle de la vallée. À 12h51, un tireur Milan de la 4^e compagnie, blessé, est aussitôt évacué par un hélicoptère américain. Dans l'après-midi, après une brève accalmie, les tirs reprennent sur les crêtes que les Taliban veulent reprendre coûte que coûte.



Insigne du 27^e BCA. Collection particulière.

À 17h56, un véhicule de l'avant blindé (VAB) équipé d'un canon de vingt millimètres est touché par une roquette de RPG-7. Le caporal-chef Nicolas Belda du 27^e BCA est tué sur le coup. Sur les crêtes, l'aviation permet de repousser les offensives adverses. À la nuit tombée, le fond de la vallée est fermement tenu par la coalition.



Éloge funèbre du caporal-chef Nicolas Belda, tué au cours de l'opération. © SIRPAT/CNPI.

Les éléments disposés sur les crêtes peuvent débiter leur désengagement. Les sections mettent trois heures pour parcourir cinq cents mètres de dénivelé négatif avec plus de 50 kilogrammes à dos d'homme. Le 15 mars, un peu avant six heures, les Talibans reprennent le combat vers le cimetière mais ils sont vite neutralisés par les commandos de montagne et les AMX 10-RC. À 06h27, les soldats de la 1^{re} compagnie du bataillon afghan s'emparent des crêtes qui dominant au sud-est la vallée d'Alasay. À 8h50, une autre compagnie de l'ANA appuyée depuis les hauteurs, se déploie sur un verrou dominant à l'est le village et l'entrée des vallées de Spée et de Skent.

De cette position, elle domine les débouchés des deux sous-vallées dans lesquelles s'est réfugiée la majorité des Talibans. Dès le 15 mars à 10h00, les travaux de construction des postes de combat débutent. À midi, la population réinvestit le village, signe d'une normalisation. Le 17 mars à 18h00, le poste est terminé. Une action civilo-militaire se déroule conjointement avec l'ANA pour faire retomber la pression des combats. Les travaux du second poste de Shekut débutent le 18 mars au matin et s'achèvent le 21. Le 23 mars 2009, les Talibans demandent une trêve pour récupérer leurs morts. Le bilan de l'opération *Dinner out* est largement en faveur de la coalition. Les insurgés comptent trente-sept morts et quarante blessés.

Les canons emblématiques de l'artillerie de montagne, 1880-1940

Les premières batteries alpines apparaissent à l'ordre de bataille de l'armée française en 1888. Pourtant, la conception des premiers canons transportables créés pour l'emploi en montagne remonte aux campagnes menées sous le règne de Louis XIV, afin d'appuyer l'infanterie progressant en terrain difficile. Décrire l'ensemble des canons d'artillerie utilisés en terrain montagneux n'est pas chose aisée, tant les modèles et leurs emplois furent nombreux : canons à tir tendu et à tir courbe, obusiers, canons antichar, canons antiaériens... L'étude se limitera donc à la présentation de trois canons emblématiques de fabrication française spécifiquement conçus pour l'appui en montagne et partageant les caractéristiques suivantes : poids limité, transport en fardeaux à dos de mulet, rusticité.

Le 80 millimètres DE BANGE, modèle 1877

Le canon de 80 millimètres de Bange modèle 1877 entre en service en 1878 dans l'artillerie française. Il fait partie d'un système de six canons de calibres différents conçus par le colonel polytechnicien Charles Ragon de Bange pour des usages variés. Il est innovant dans la mesure où il se charge par la culasse et non par la bouche, comme ses prédécesseurs. Pesant 270 kilogrammes, il se transporte en trois fardeaux chargés à dos de mulet. Il équipe l'intégralité des douze batteries alpines des 2^e et 19^e régiments d'artillerie (Grenoble et Nice) à leur création. Il est utilisé lors des guerres coloniales de la fin du XIX^e siècle et pendant la Première Guerre mondiale. Il servira par la suite à l'instruction initiale des artilleurs, jusque dans les années 1940.



Manœuvre en montagne, époque 1900. Collection particulière.

Le 65 millimètres SCHNEIDER-DUCREST, modèle 1906

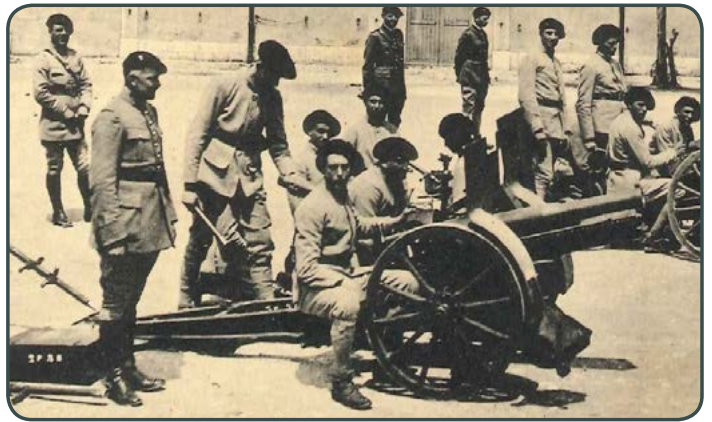
Le canon de 65 millimètres modèle 1906 à tir rapide remplace progressivement le 80 millimètres de Bange. Transportable en quatre fardeaux (le tube, le frein, la flèche, les roues), il pèse 400 kilogrammes et porte à 5 500 mètres. Il équipe les 1^{er} et 2^e régiments d'artillerie de montagne (Grenoble et Nice) à leur création en 1910. Les artilleurs de montagne et coloniaux le servent pendant 40 ans, des champs de bataille de la Première Guerre mondiale (où il sert parfois de canon anti-aérien) à la campagne de France en juin 1940, notamment lors de la défense de Voreppe dans l'Isère, en passant par l'outre-mer et le Rif marocain. Ce petit canon, symbole de l'artillerie de montagne dans la Grande Guerre, tire ses derniers obus en 1945, à la Libération.



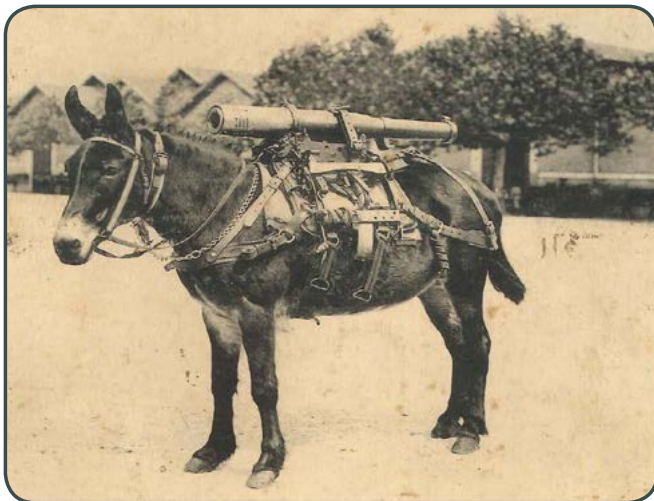
Mise en batterie en montagne, époque 1910. Collection particulière.

Les 75 et 105 millimètres SCHNEIDER, modèle 1919-1928

Le faible calibre et le pouvoir d'arrêt limité des obus à balles tirés par le canon de 65 millimètres sont à l'origine de l'adoption du canon Schneider modèle 1919, décliné en deux calibres : 75 millimètres démontable en sept fardeaux et 105 millimètres (obusier) démontable en huit fardeaux. L'ajout d'un bouclier à l'avant du canon permet de protéger les servants contre les tirs directs d'infanterie et les projectiles du champ de bataille.



École de batterie à Grenoble, époque 1920. Collection particulière.



Mulet brêlé et chargé du tube du canon de 75 millimètres, années 1920. Collection particulière.

Le tir d'obus explosif, allié à la possibilité d'adapter les charges contenues dans les douilles et gargousses, répond au défi du tir d'arrêt précis en terrain fortement escarpé. En contrepartie, le poids du canon (660 à 750 kilogrammes) et celui des munitions à transporter, limitent la production et l'emploi de ces canons, surtout celui de 105. Ces deux canons, modernisés en 1928, connaissent une courte carrière opérationnelle. Ils sont notamment employés sur le front des Alpes face à l'Italie en juin 1940 et face aux Allemands pendant la bataille de Voreppe [deux canons de 75 de la section du lieutenant Régnier du centre d'organisation de l'artillerie de montagne et de position (COAMP) de Grenoble contribueront à repousser les tentatives allemandes de pénétrer dans la ville].

Les combats les plus hauts d'Europe (février-mai 1945 à 3 600 mètres d'altitude) verront les artilleurs du 93^e RAM, sous les ordres du capitaine Lapra, détruire des positions allemandes dans le secteur du col du Midi (massif du mont Blanc) à l'aide de canons de 75 millimètres Schneider. Ces canons termineront leur carrière lors des guerres de décolonisation. Pour la petite histoire, le célèbre « canon de Koufra » de la colonne Leclerc ayant repris l'oasis en 1941 était un canon de 75 millimètres de montagne Schneider.



Mise en batterie en montagne, époque 1930. Collection particulière.

L'artillerie de montagne, historique et symbolique



Quelques éléments de la symbolique de l'artillerie de montagne dont le 93^e RAM est l'héritier : tarte d'artilleur, ceinture de flanelle (gravure début XX^e). Collection particulière.

Le 1^{er} avril 1910, les batteries alpines de Grenoble et Nice forment respectivement les 1^{er} et 2^e régiments d'artillerie de montagne (RAM). Deux batteries du 1^{er} RAM opèrent au Maroc jusqu'en 1914. À l'entrée en guerre d'août 1914, les batteries, dont certaines nouvellement créées à la mobilisation, servent sur le front occidental (Vosges, Champagne, Verdun, Italie) et le front d'Orient avec leurs canons de 65 millimètres Schneider modèle 1906 portés à dos de mulet.



Pattes de col avec soutaches blanches (sur pattes de col type « aiglon » du 93^e RAM sur vareuse d'officier, époque 1940). Collection particulière.



Tradition muletière : insigne du 93^e RAM de 1933. Collection particulière.

Le 1^{er} janvier 1924, les 1^{er} et 2^e RAM sont réorganisés et changent d'appellation. Le 1^{er} RAM de Grenoble devient le 93^e RAM et le 2^e RAM de Nice, le 94^e RAM. L'entre-deux-guerres voit notamment le 93^e RAM participer aux opérations dans le Rif, au Maroc. Les unités perçoivent les canons de 75 et 105 millimètres Schneider modèle 1919-1928. Dans le même temps, le 2^e RA de Grenoble passe entièrement « de montagne » et un groupe du 56^e RA de Montpellier fait de même.



Tradition muletière : insigne actuel de la 3^e batterie du 93^e RAM. Collection particulière.



Insigne actuel du 93^e RAM. Collection particulière.

À la mobilisation de 1939, chaque régiment d'artillerie de montagne dispose de deux groupes légers de 75, d'un groupe de 105, d'une batterie de défense antichar dotée du canon de 47 millimètres modèle 1937 et d'un groupe lourd équipé du canon de 155 SCHNEIDER modèle 1917. Ce groupe lourd forme corps et devient « régiment d'artillerie lourde divisionnaire » (RALD). Naissent ainsi les 202^e, 256^e, 258^e, 293^e et 294^e RALD. Le 92^e RAM est formé à partir d'éléments épars pour assurer la défense de la Corse, le 96^e RAM est créé et déployé dans la région de Nice. On trouve aussi des sections d'artillerie rattachées à des régiments régionaux, servant le vénérable 65 millimètres.

À l'armistice, seul le 2^e régiment d'artillerie de montagne de Grenoble subsiste en tant que tel. Il est dissous le 27 novembre 1942 à l'invasion de la zone libre. L'artillerie du corps expéditionnaire français comprend les 64^e et 69^e régiments d'artillerie d'Afrique qui sont considérés comme régiments de montagne compte tenu du matériel et de leurs missions au sein de la 4^e division marocaine de montagne. En 1944, les 2^e et 93^e RAM sont recréés à partir de cinq groupes d'artillerie d'appui direct issus de la 1^{re} demi-brigade alpine des forces françaises libres (FFI). Ils tiennent une partie du front des Alpes (Briançonnais, Tarentaise, Maurienne) et, en mars 1945, le 2^e RAM est intégré au 93^e RAM, qui tiendra garnison en Autriche entre 1945 et 1948.



Insigne du 93^e RAM modèle 1946. Collection particulière.



Insigne originel du 93^e RAM vers 1931. Collection particulière.

Puis, il rejoint Grenoble et dès lors, devient l'unique héritier des traditions de l'artillerie de montagne. Pendant la guerre d'Indochine, de nombreux cadres du régiment participent aux opérations, comme le capitaine Pierre Jacques. De 1955 à 1962, un groupe de marche du 93^e RAM participe aux opérations en Algérie, dans la région de Kabylie, avec ses canons de 105 millimètres HM2 américains et quelques pièces de 155. Depuis 1977, le régiment occupe le quartier " chef de bataillon de Reyniès " situé au sud de Grenoble, dans la localité de Varcis-Allières et Risset. Il est aujourd'hui le régiment d'appui-feux de la 27^e brigade d'infanterie de montagne.

Visionnez " le 93^e RAM de roc et de feu " :



Les « alpins » des Pyrénées dans l'entre-deux-guerres

Épisode assez méconnu de l'histoire des troupes de montagne, très concentrée sur les unités du massif alpin, la transformation « montagne » de régiments stationnés dans le Languedoc ou le Roussillon est envisagée par le commandement français dès 1928, afin de renforcer le corps de bataille alpin dans l'hypothèse d'un face à face en altitude avec les troupes alpines de la nouvelle Italie fasciste.



Éclaireurs skieurs s'apprêtant à mettre en batterie un fusil-mitrailleur 24-29.
Source : ECPAD.

Les années suivantes voient de surcroît l'éventualité d'un conflit avec l'Espagne franquiste habiter les esprits des membres de l'état-major, et en particulier celui du général Dosse, commandant la 27^e division d'infanterie (Grenoble) qui est convaincu que « l'armée des Alpes » doit être assez consistante et entraînée pour combattre sur un ou deux fronts principaux, sur n'importe quel massif montagneux français ou ennemi. Investi en 1931 du commandement de la 16^e région militaire (Montpellier) puis, en 1932, de la 14^e région militaire (Lyon), le général Dosse se met à l'ouvrage.

La 31^e division d'infanterie est la première à « subir » la transformation de ses 15^e régiment d'infanterie (RI) d'Albi et de Rodez, 80^e RI de Narbonne et Castelnaudary et 81^e RI de Montpellier et Béziers, qui deviennent tous alpins : 15^e, 80^e et 81^e régiments d'infanterie alpine. Chaque régiment arme une section d'éclaireurs-skieurs (SES) à trois groupes (un groupe par bataillon). Les appuis ne sont pas en reste et le 56^e régiment d'artillerie de Montpellier devient rapidement le 56^e RAM ; le 28^e régiment du génie est réarticulé afin de permettre la constitution d'équipages muletiers entraînés dans les Alpes, ancêtres des « sapeurs de montagne ». La 15^e compagnie d'engins et de transmissions (CET), dépendant du 15^e RI, devient elle aussi « alpine ».

Toutes ces unités, parfois très modérées dans leur enthousiasme de nouveaux convertis au culte de « la grande tueuse », revêtent néanmoins la tarte des alpins (ornée d'une grenade et non d'un cor de chasse) et la tenue kaki, bientôt agrémentée de la nouvelle chemise modèle 35, de la vareuse modifiée modèle 1920 (avec 7 boutons, pattes d'épaule et parements de manches) et surtout du pantalon « golf » modèle 38 si apprécié des troupes de montagne. En manœuvre ou en course en montagne, les RIA revêtent le bourgeron blanc d'exercice, prennent leur Alpenstock et les équipements vieillissant issus de la Grande Guerre : cartouchière en toile et bretelles de suspension en sangle. Les effets « cuir » arrivent par la suite.



Insigne du 81^e régiment d'infanterie alpine. Collection particulière.

La tenue étant déjà fortement évocatrice des troupes de montagne, il faut à présent s'entraîner. Les unités pyrénéennes, tour à tour, rejoignent Montlouis, où des stages de ski sont organisés pour eux en hiver autour de la citadelle Vauban, encadrés par des instructeurs issus des BCA supposés leur inculquer les connaissances de base de leur art.

Les stages ont lieu de décembre à mars et durent 45 jours pour la troupe, de 15 à 20 jours pour les cadres officiers et sous-officiers. L'instruction porte essentiellement sur la pratique de la marche avec charge, du ski et l'entraînement du tir au mousqueton (Gras modèle 1874 puis Berthier modèle 1890) « en site naturel ».



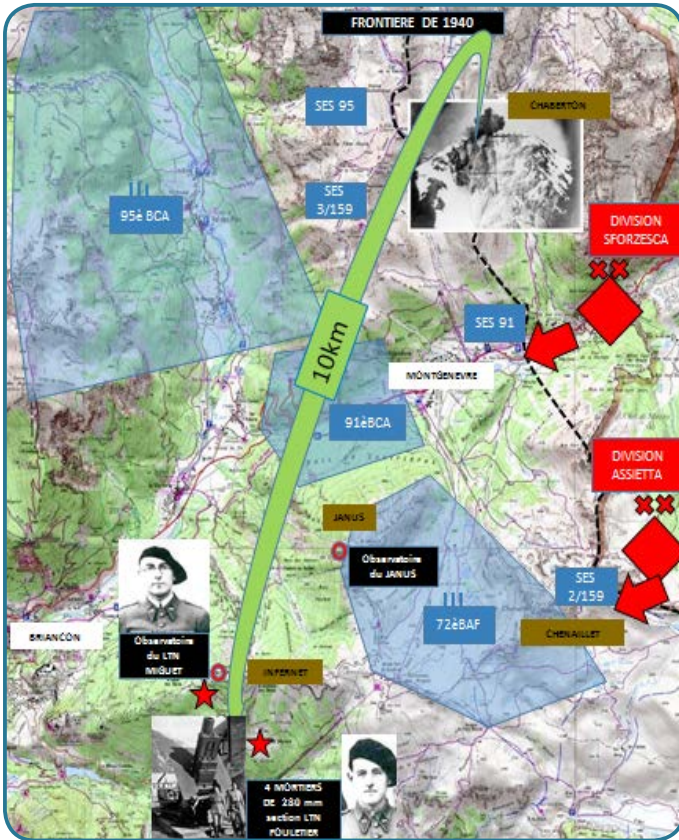
Photo du 81^e RIA, Collection Laurent Demouzon.

On peut aussi tirer au canon de 37 millimètres modèle 1916 allégé de ses roues et de son bouclier (montagne oblige) et même au mortier de 81 modèle 27-31 Brandt. Les épreuves de fin de stage sont particulièrement difficiles. Il s'agit d'accomplir, tous grades confondus, une course collective en montagne (en montée) de 50 kilomètres, puis une course de descente, une épreuve de slalom, une course individuelle topographique de 12 kilomètres, puis une course en équipe, par relais, de 25 kilomètres avec épreuve de tir de combat.

Cette conversion s'avère concluante. La culture montagne se diffuse correctement dans la 31^e DIA et même en dehors des stages à Montlouis, chaque RIA effectue de nombreuses marches d'entraînement et des manœuvres sur les reliefs de leurs garnisons : Montagne Noire, Larzac, Causses, Monts du Roussillon, Alpes du Sud, etc. Les chefs de corps et commandants de bataillon ont tous leur vision pour l'entraînement « montagne » de leurs hommes : les SES des RIA sont chargés de préparer les compétitions de ski organisées par les troupes alpines et sont engagés sur de nombreuses manœuvres en terrain libre dans des zones d'engagement jugées hautement crédibles dans le cadre d'un déclenchement des hostilités. Les sapeurs de montagne sont envoyés en altitude pour réaliser plusieurs campagnes de travaux en 1933 et 1934 sur la route du Tournairet et les ouvrages du col d'Agnon, de la Déa et de l'Escarène : il s'agit tout autant d'entretenir et d'améliorer les axes d'accès aux points d'appui de la ligne Maginot situés à plus de 1 000 mètres d'altitude, que d'aguerrir les hommes. Dans cette même idée, les Alpains des Pyrénées sont également engagés sur des opérations réelles : pendant la guerre civile espagnole, les SES des 15^e et 81^e RIA ont pour mission d'assurer des liaisons à ski pour porter le courrier en Andorre lorsque les routes sont impraticables.

Tous sont mis en alerte, tour à tour, sur des secteurs sensibles, pour organiser des piquets de secours en montagne en cas d'avalanches. Enfin, les bataillons d'active du 15^e RIA et du 81^e RIA sont installés, selon un système tournant, dans des postes de montagne chargés de surveiller la frontière espagnole, tandis que leurs bataillons de réserve nouvellement créés, reçoivent la mission de garder les camps de républicains espagnols réfugiés en France. Renforcée d'un nouveau régiment d'infanterie alpine, le 96^e RIA, la 31^e DIA est prête à passer sur le pied de guerre au moment de la mobilisation d'août 1939.

La destruction du fort de Chaberton, le 21 juin 1940



Carte de la zone des combats. Réalisation chef de bataillon Jean-Baptiste Drubay et chef d'escadron Simon Ledoux.

Le fort du Chaberton a été construit à la fin du XIX^e siècle par les Italiens, à une altitude de 3 130 mètres, au sommet du mont Chaberton situé aujourd'hui dans les Hautes Alpes (05), tout près de la frontière franco-italienne. Équipé de huit tourelles armées chacune d'un puissant canon de 149 millimètres, il constitue dès sa mise en service une grande menace pour la ville de Briançon qui abrite de nombreuses troupes de montagne de l'armée française. Une distance d'environ 11 kilomètres sépare le fort de la ville.

L'étude de sa destruction devient immédiatement une priorité pour les artilleurs français stationnés dans la région. L'altitude de l'objectif et l'épaisseur supposée des fortifications à détruire, font du mortier Schneider de 280 millimètres équipant le 154^e régiment d'artillerie de position (RAP, unité de la ligne Maginot des Alpes), l'arme toute désignée pour neutraliser la menace. Ce mortier tire des obus de 250 kilogrammes jusqu'à une distance de 10 950 mètres ; leur flèche peut atteindre 3 000 mètres d'altitude.

L'Italie déclare la guerre à la France le 10 juin 1940 et l'attaque à partir du 21 juin. Le Briançonnais, le Queyras et l'Ubaye deviennent le théâtre des opérations. Dans la région de Briançon, les divisions italiennes Sforzesca et Assietta passent à l'offensive et attaquent en force par Montgenèvre et le col de Gimont. Le 159^e régiment d'infanterie alpine, les 95^e, 86^e et 91^e bataillons de chasseurs alpins et le 72^e bataillon alpin de forteresse interdisent toute progression aux Italiens. Les artilleurs du fort français du Janus, qui observent au plus près l'ennemi progressant dans la vallée, sont pris à partie par l'artillerie du fort du Chaberton. Il est alors décidé de détruire le cuirassé italien pour porter un grand coup au moral de l'ennemi qui le pense invulnérable.



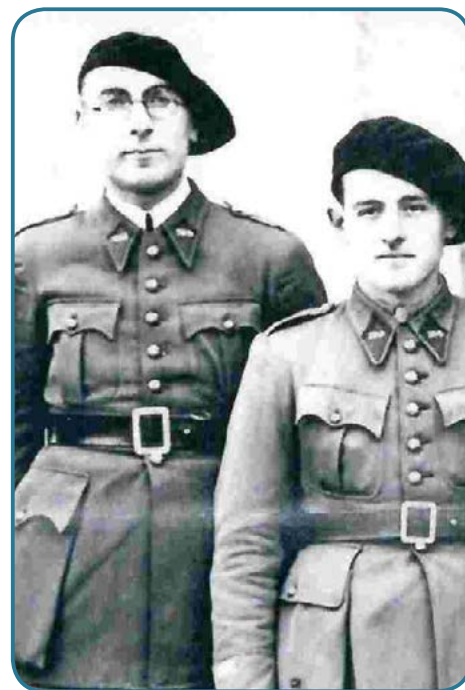
Photo des ruines du fort du Chaberton. Wikipédia.



Photo d'un tir sur le fort du Chaberton. Collection particulière.

Tout cela ne figure pas sur les abaques des tables de tir originelles. Le défi est de taille et mettra un terme à 40 années de « chabertonite », démontrant ainsi l'obsession des artilleurs français à contrebattre le fort italien.

De 10h00 à 19h00, un, puis quatre mortiers de 280 millimètres tirent 57 coups qui neutralisent six des huit tourelles du fort italien et endommagent fortement les deux dernières. « *Côté français, tous n'avaient d'yeux pour ne rien perdre du spectacle. On ne reverra jamais ça* » notera le commandant de la 5^e batterie du 154^e RAP. La destruction du Chaberton est un des rares combats visibles de très loin. Aussi, des milliers de combattants assistent à l'agonie du cuirassé des nuages. L'effet moral est considérable des deux côtés, galvanisant les uns, terrorisant les autres.



Les lieutenants Miguet et Fouletier, les deux principaux protagonistes de la destruction du fort du Chaberton. Collection particulière.

Les deux sections de mortiers français situées à contre-pente sous la crête reliant l'Infernet au Gondran ne seront jamais décelées par les Italiens. Ceux-ci ne dépasseront jamais la ligne Montgenèvre – Mont Chenaillet.

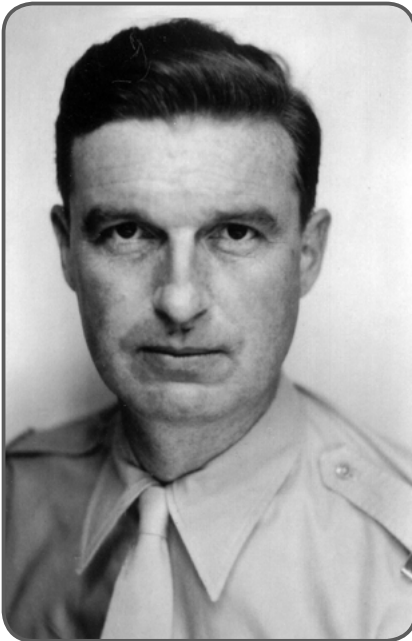
Le verrou briançonnais a bien fonctionné et a largement contribué à la réputation de l'armée des Alpes, armée invaincue. 8 500 Français ont arrêté 35 000 Italiens dans ce seul secteur, traduisant un rapport de force de 1 contre 4 en défensive. Les artilleurs français étudiaient le terrain en détail depuis au moins 10 ans car cette bataille avait été anticipée depuis longtemps. Tous les tirs avaient été préparés, les équipes de pièces entraînées, les matériels soigneusement entretenus. Tout cela, dans le plus grand secret.



Insigne du 3^e groupe du 154^e RAP auquel appartient la 6^e batterie du lieutenant Miguet. Collection particulière.

Le capitaine Pierre Jacques (1914-1957)

Pierre Jacques est né le 1^{er} août 1914 à Annecy-Le-Vieux. Il s'engage en octobre 1932 au titre du 93^e régiment d'artillerie de montagne (RAM). En 1940, il est placé en congé d'armistice avec le grade de maréchal des logis-chef.



Portrait du capitaine Jacques.
Collection particulière.

Il reprend du service en octobre 1944 tout d'abord comme sous-officier puis comme aspirant, et participe à la campagne contre l'Allemagne. Officier de liaison au 67^e régiment d'artillerie d'Afrique, il se distingue le 18 avril 1945 lors de la prise de Pforzheim où, pris sous un violent tir d'armes automatiques, il capture seul trois prisonniers. Le 14 mai 1946, il est en stage à l'École d'application de l'artillerie d'Idar Oberstein pour recevoir une formation d'aspirant d'active. Il retrouve le 93^e RAM en 1948.

Le lieutenant Jacques prend part à l'aventure indochinoise et débarque à Saïgon en septembre 1950. Affecté au 22^e régiment d'infanterie coloniale (RIC), il se fait remarquer par son courage et son esprit de décision comme chef de commandos indigènes et officier de détachement de liaison et d'observation (DLO) lors des opérations dans le secteur de Bien-Hoa, où il fait de nombreux prisonniers et favorise les ralliements.

À son retour en métropole en 1952, il est réaffecté au 93^e RAM et prend le commandement de la 6^e batterie. Son unité fait partie de l'élément opérationnel de la 27^e division d'infanterie alpine en Algérie, et prend la dénomination de 3^e batterie en 1956. En octobre de la même année, il est promu au grade de capitaine. Cité une première fois à la tête de son unité, le capitaine Jacques est grièvement blessé par éclats de grenade au cours d'une opération le 26 avril 1957 à Tala-Atmane, et décède de ses blessures deux jours plus tard.

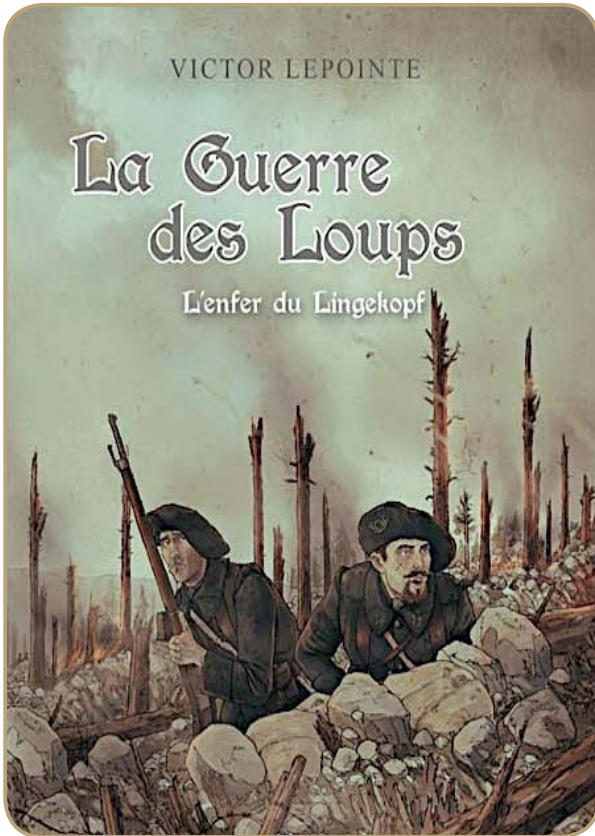


Algérie : le capitaine Jacques passe en revue la 3^e batterie. Collection particulière.

Promu officier de la Légion d'honneur à titre posthume, le capitaine Pierre Jacques était titulaire des décorations suivantes : croix de guerre 1939-1945 avec étoile de bronze, croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec trois étoiles d'argent, croix de la valeur militaire avec palme de bronze et étoile de bronze¹.

¹ Le poste de montagne du 93^e RAM à l'Alpe d'Huez porte le nom de « Capitaine Jacques ».

La Guerre des Loups. L'enfer du Lingekopf

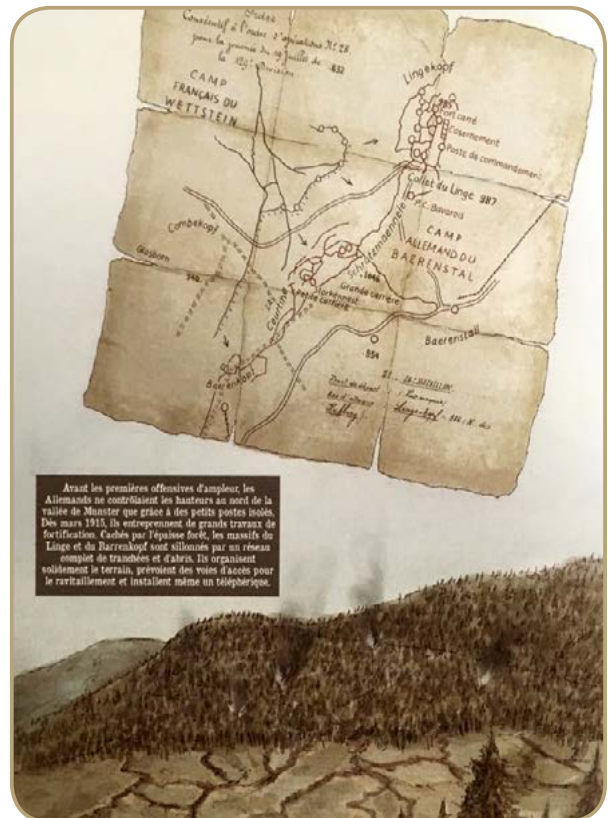


Infographiste passionné d'histoire, en particulier de la Grande Guerre, Victor Lepointe souhaitait mêler ses passions au travers d'un récit inédit. Marqué par le site du Linge (Lingekopf en Allemand - Alsace) visité étant enfant, il a naturellement voulu rendre hommage aux soldats engagés dans cette épreuve. Pour ce faire, il a construit un scénario à partir de l'étude du journal de marche et d'opération du 14^e bataillon de chasseurs alpins (BCA), l'un des 17 bataillons de ce type alors engagés sur ce front.

Au travers de *La guerre des loups*, il a synthétisé les premiers jours de la bataille d'un combat devenu mythique ; les chasseurs y gagneront en effet le surnom de « diables bleus ». L'offensive du Linge menée durant l'été 1915 a pour objectif d'exploiter l'un des rares sites où les positions françaises sont demeurées proches du découpage frontalier initial. Qui plus est, les Vosges représentent un enjeu honorifique.

À partir du 20 juillet et pendant trois mois, les Français vont se lancer à l'assaut de positions adverses retranchées et consolidées (ouvrages bétonnés et maçonnés). L'idée de manœuvre est d'effectuer un débordement par les hauts, avant de fondre sur la plaine alsacienne. Malheureusement, le versant ouest, peu propice au déploiement de grandes formations, d'où le recours massif aux chasseurs alpins, nécessite le franchissement d'une vallée dénudée et marécageuse qui expose à des tirs en enfilade. Puis, on se heurte à des pentes densément boisées propices à une défense dans la profondeur, valorisée et difficilement détectable de prime abord.

Face à l'ennemi invisible, les chasseurs connaissent en outre les aléas spécifiques au combat en montagne : rudesse des conditions climatiques, proximité des positions, aménagements complexes, préparation laborieuse du terrain, délais d'acheminement en matériel et d'évacuation allongés (sentiers étroits, transport à dos de mules ou usage de chiens polaires).



Avant les premières offensives d'ampleur, les Allemands se contrôlaient les hauteurs au nord de la vallée de Munster que grâce à des petits postes isolés. Dès mars 1915, ils entreprirent de grands travaux de fortification. Cachés par l'épaisse forêt, les massifs du Linge et du Baerenkopf sont sillonnés par un réseau complexe de tranchées et de casern. Ils organisaient soigneusement le terrain, prévoyant des voies d'accès pour le ravitaillement et installent même un téléphérique.

Dans ces conditions, la manœuvre « *est devenue inopérante en opération lente, prévisible par l'ennemi retranché sur des positions fortes* » (Général Dominique Muller, président de l'association *Le mémorial du Linge*), confortant l'adage « *qui tient les hauts, tient les bas* ». Le 15 octobre 1915, les assauts ont cessé et le Linge n'est plus qu'un « *point de friction classé* ». Des spécialistes ont également souligné que le col, trop excentré et isolé, n'aurait permis d'atteindre, de toute façon, que partiellement l'objectif fixé.

Quoi qu'il en soit, le trait détaillé, rehaussé à l'aquarelle, rend parfaitement compte de l'ambiance d'un engagement total et sans esprit de recul. Dans ce « tombeau des chasseurs », avec jusqu'à 80 % de pertes, des Français sacrifieront leur vie pour tenter péniblement de prendre pied de manière durable. Face au déluge d'artillerie déployée, l'un des plus importants du front alsacien, tout n'est qu'« *éruption de volcans, avalanche infernale de poudre, de métal, écrasement, destruction, cyclone diabolique, vision d'halluciné* » (témoignage de Ferdinand Belmont, capitaine au 11^e BCA). Le peu d'abris, l'usage d'armes artisanales ou encore le recours au gaz, transforment le combat en une « *guerre de loups* » où l'instinct seul permet de survivre.



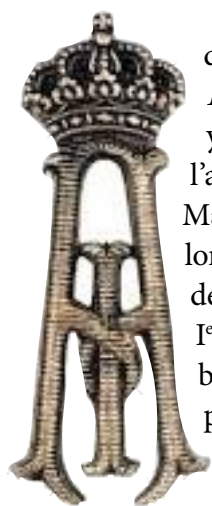
La saga des insignes de promotion de Saint-Cyr

La Grande Guerre a façonné l'armée française dans bien des domaines : doctrine, équipement, organisation des états-majors... Elle a également donné naissance à des symboles et pratiques qui structurent encore aujourd'hui la vie des unités. Ainsi en est-il des insignes métalliques. Leur naissance est liée à plusieurs



Élèves de l'ESM avec le célèbre casoar et ses fameuses plumes de coq rouges et blanches. Source : www.defense.gouv.fr

facteurs. L'adoption du bleu horizon entraîne le besoin de se différencier autrement pour les unités à forte identité. L'apparition des marques peintes au pochoir sur les véhicules des sections de transports militaires est, en outre, liée à une volonté d'identification visuelle. C'est dans une anarchie des plus totales qu'apparaissent dans les années 1920, les premiers insignes métalliques dans l'armée française, avant que le ministère de la Guerre ne publie en 1937, une décision entérinant leur l'existence, en soumettant leur approbation au commandement.



Insigne de la promotion du Roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie. Collection particulière.

Dans ce contexte, en 1935, va débuter pour l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, la saga des insignes distinctifs de promotion. La promotion du *Roi Alexandre I^{er}* (1934-1936) reçoit en effet la visite du gouvernement yougoslave. Il s'agit alors de commémorer le triste anniversaire de l'assassinat du souverain, tombé sous les balles de partisans *Oustachis* à Marseille aux côtés de Louis Barthou, ministre des affaires étrangères. Ainsi, lors du Triomphe de la promotion en juillet, un détachement de cadets serbes décide de remettre à chaque Saint-cyrien un insigne souvenir du roi Alexandre I^{er}, symbolisant l'amitié franco-serbe. S'il n'est pas possible de considérer cette broche comme un véritable insigne de promotion, elle est cependant un point de départ évident dont les bazars de la promotion *Maréchal Lyautey* vont s'inspirer l'année suivante, inaugurant la série des insignes de promotion alors même que le commandement officialisait cette pratique dans les corps de troupe.

L'usage n'est pas encore définitif. La promotion suivante, du *Soldat inconnu*, n'aura pas d'insigne, celui de la promotion *La Marne et Verdun*, est fabriqué alors qu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Pour autant, l'insigne verra le jour dans les années 1950, une fois la tourmente passée. La conception des insignes est alors peu codifiée et les élèves, avec bon goût et sobriété, cherchent à y faire figurer de façon visible le parcours de l'officier illustre dont ils portent le nom. Ainsi, le Maréchal Lyautey est-il évoqué sur cet insigne à la fois par la présence d'un bâton de Maréchal, de l'étoile chérifienne du Maroc et d'un croissant portant le vers de Shelley dont Lyautey avait fait sa devise : « la joie de l'âme est dans l'action ».



Insigne de la promotion Maréchal Lyautey. Collection particulière.



Insigne promotion Veille au Drapeau. Collection particulière.



Insigne de la promotion Serment de 14. Collection particulière.

De nombreux noms de baptême étant également plus conceptuels, les Saint-cyriens rivalisent d'imagination pour en concevoir l'évocation visuelle. La promotion de *La plus grande France* verra de la sorte un shako surmonté du plumet de casoar « posé » sur le globe terrestre alors que nos trois couleurs flottent sur tous les continents, l'Empire français étant à son apogée. On notera que les clins d'œil humoristiques ne manquent pas : le plumet du casoar prenant la forme d'un visage de diable ! La promotion *Veille au Drapeau*, première instruite à Cherchell en Algérie, use du même procédé, comme le reproduiront soixante ans plus tard les officiers de la promotion de *La France combattante*.



Insigne de la promotion de La France combattante. Collection particulière.

La présence du casoar est une constante des insignes de promotion de la Spéciale, tantôt la coiffe complète, tantôt le plumet seul (à partir de la promotion général Frère 1948-1950). Deux promotions font le choix de représenter le shako orné de son plumet sur une silhouette de Saint-cyrien : les promotions *Serment de 14* et *Rhin et Danube*.



Insigne de la promotion Rhin et Danube. Collection particulière.

La genèse de l'insigne de cette dernière est assez révélatrice du caractère potentiellement sensible de cet objet symbolique. En 1947, il s'agissait pour l'école de marquer pieusement le souvenir de la première armée française, libératrice du sol de la Patrie, de la Provence au Rhin après une épopée épique, puis jusqu'au Danube. Pour autant, lorsque l'insigne (déjà réalisé) est présenté au Maréchal de Lattre, il est ouvertement refusé aux motifs que le Saint-cyrien a les pieds dans l'eau « comme le zouave du pont de l'Alma » et que l'écusson de la 1^{re} armée n'est pas le modèle réglementaire. Mécontent, le « roi Jean » prend à sa charge la réalisation du second modèle ! Il devait, lui aussi, donner son nom à une promotion dès son décès. Elle porte la devise qu'il avait faite sienne : « Ne pas subir », aujourd'hui conservée par le 152^e régiment d'infanterie (voir *Soldats de France n°10*).

L'insigne de promotion, plus normé à partir des années 1950 (présence systématique de l'épée, symbole de l'officier, et du plumet de casoar) s'impose comme une des références fondamentales à laquelle se raccroche une promotion. Cette pratique est commune à plusieurs écoles des armées, d'officiers comme de sous-officiers. Couplée au chant de promotion, qui devient une réalisation pérenne à Saint-Cyr dans les années 1970, elle donne du relief à l'identité d'une promotion.

Combats mémorables, prestigieuses décorations obtenues, rappels symboliques des armes d'appartenance, tout y commémore le chef honoré ou l'évènement commémoré. Il s'agit d'une pratique identitaire essentielle qui crée un véritable Panthéon, matériellement palpable, des traditions de notre armée de Terre.



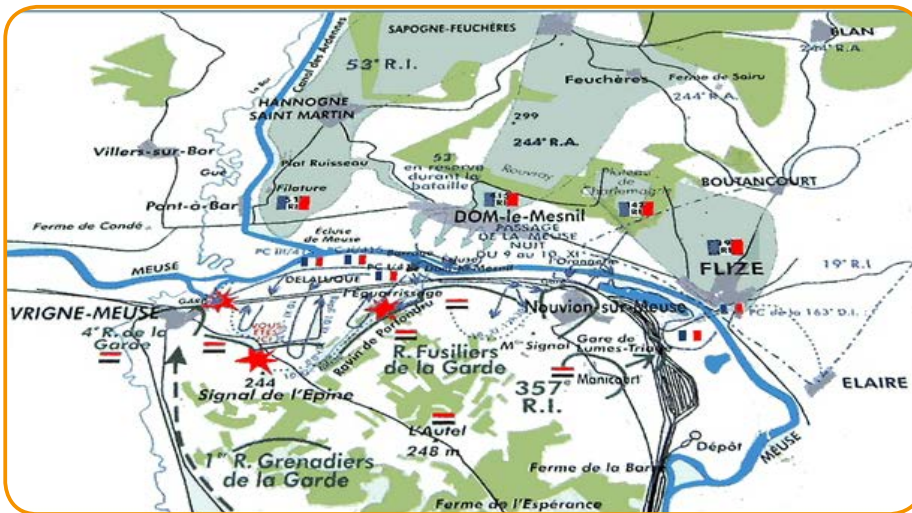
Insigne de la promotion Rhin et Danube. Collection particulière.

Vrigne-Meuse : l'ultime sacrifice du poilu (9 au 11 novembre 1918)

« *Mon but, c'est d'être vainqueur !* », déclare devant la chambre des députés un Georges Clemenceau déterminé. Le président Poincaré vient alors de le nommer président du Conseil, le 16 novembre 1917. Suite à une année désastreuse en pertes humaines sur le Chemin des Dames, qui engendre des mouvements de rébellions et de contestations au printemps 1917, les Français et leurs alliés optent pour une stratégie nouvelle : remonter en effectifs, préserver les ports de la Manche et couvrir Paris. Du côté allemand, le général Ludendorff veut agir avant que les renforts américains soient opérationnels et décide de repartir à l'offensive.

Le 21 mars 1918, sur le front de Picardie, après une courte préparation d'artillerie, l'infanterie allemande pousse les lignes alliées et menacent de diviser les forces françaises et anglaises. Le 24 mars, les Allemands

ont progressé de 20 kilomètres. Après de violentes batailles et une avancée foudroyante, Ludendorff, en présence de Guillaume II, ordonne un nouvel assaut le 15 juillet. La Marne est atteinte, mais l'offensive n'aboutit pas. Le 18 juillet, les 10^e et 6^e armées françaises, appuyées d'un corps américain, donnent l'assaut, progressent de 8 kilomètres et font près de 10 000 prisonniers. À compter de cette date, Ludendorff doit se replier sur tous les fronts.



Carte de la bataille. Source : memorial19141918.wordpress.com

Après 4 ans d'un conflit épuisant, l'Allemagne est éreintée. L'échec de son offensive du printemps, l'arrivée des troupes américaines en Europe et la capitulation des Austro-Hongrois et des Ottomans, permettent à la Triple-Entente d'inverser le rapport de force en sa faveur. Les forces allemandes continuent à se battre seules, mais avec ténacité. À bout de force économiquement, affamée et appauvrie par le blocus de ses ennemis, l'Allemagne est forcée d'admettre la défaite. Le 6 novembre, le chancelier Max de Bade désigne les plénipotentiaires qui arrivent le lendemain en automobile, par la route Haudroy-La Capelle. À 20h10, leurs cinq voitures franchissent les lignes françaises, un drapeau blanc flottant sur le premier véhicule.

À cette occasion, le capitaine Lhuillier fait sonner le « cessez-le-feu » par le caporal-clairon Sellier, du 171^e régiment d'infanterie. Il ne s'agit cependant pas de la fin des combats de la Grande Guerre, puisque ce « cessez-le-feu » permet simplement aux parlementaires allemands de rejoindre la Capelle-en-Thiérache, d'où ils sont ensuite menés à Rethondes. Le 8 novembre, les pourparlers s'engagent avec le maréchal Foch en forêt de Compiègne.



Charles Marc de Berterèche de Menditte durant l'entre-deux-guerres, ancien chef de corps du 415^e RI. Droits réservés.



Décembre 1918, à Metz, Meurthe-et-Moselle, de jeunes Messines accueillant le président Poincaré. © ECPAD.

Malgré cela, Foch refuse que les affrontements cessent : alors que les Allemands tentent de temporiser les négociations pour permettre à leurs troupes de se fortifier derrière la Meuse, les offensives se prolongent du 9 au 11 novembre, dans le but de les faire plier. L'armée allemande doit donc être continuellement bousculée, y compris pendant les pourparlers, afin que Foch obtienne un armistice sans condition.

Vrigne-sur-Meuse est-elle alors le sacrifice de trop pour des Français épuisés par la guerre ? Il est question de comprendre les enjeux de cette dernière offensive pour la France et ses alliés, mais aussi pour les soldats français et leurs officiers.

Le 8 novembre au soir, la 163^e division d'infanterie, commandée par le général Boichut atteint les rives de la Meuse. Sur les ordres de son supérieur, le général Gouraud, commandant de la 4^e armée, la division de Boichut a pour mission de prendre position sur la rive droite de la Meuse. Sachant l'armistice proche, il tente de retarder l'offensive programmée à Vrigne-Meuse, entre Charleville-Mézières et Sedan, en vain. C'est avec réticence que le 9 au soir, il ordonne aux 3 régiments français de se lancer à l'assaut.

Les 9 et 10 novembre, malgré un épais brouillard et l'absence de véritables moyens de franchissement, le 415^e régiment d'infanterie, commandé par le colonel Menditte, réussit à passer la Meuse entre 23h et 8h15. Seul, il informe alors la tête-de-pont de l'offensive française par-delà le fleuve. Le feu intense des mitrailleuses allemandes empêche l'utilisation des passerelles mises en place par le génie français ; tout renfort ou repli est impossible. Les 700 Français du 415^e essuient les contre-attaques allemandes en dépit d'un cruel manque de soutien d'artillerie et d'une forte infériorité numérique.



Le carré militaire au cimetière de Vrigne-Meuse, Ardennes. © Marie-France Barbe.

En effet, la position allemande est forte, et les régiments du général Boichut n'arrivent plus à progresser face à la solide défense à laquelle ils font face. Les communications étant coupées, le colonel Menditte se rend sur place pour constater la situation. Une fois revenu à son PC, il fait demander un soutien d'artillerie qui, avec 72 canons de 75 millimètres et une quinzaine de 155, écrasent, sous leur feu, les contre-attaques allemandes.



Augustin Trébuchon en uniforme d'avant-guerre.
Collection particulière.

Le 10 au soir, les Français comptent 57 tués et 133 blessés, dont 37 morts et une centaine de blessés pour le 415^e. Le lendemain, le général Gouraud donne pour seul ordre de maintenir les positions conquises la veille. Le 11 novembre, des tirs sporadiques mais meurtriers continuent jusqu'à 11 heures, moment du cessez-le-feu final sonné par le clairon Octave Delalucque du 415^e régiment d'infanterie. Le dernier soldat français tué au combat est Augustin Trébuchon, estafette, porteur de la croix de guerre, abattu d'une balle dans la tête à 10h50 alors qu'il porte un message à son capitaine. La guerre se termine sur cet événement, dont l'amertume est renforcée par le souvenir des combats de la veille. De fait, le cessez-le-feu n'est pas suivi de scène de fraternisation entre Français et Allemands ; au contraire il faut aller chercher les morts sur le champ de bataille, récupérer les cadavres de ceux qui sont tombés ces 3 derniers jours.

Pourquoi cette dernière offensive ? Pour le commandement français, il est non seulement question de prouver la supériorité numérique de son armée, mais aussi de mettre la France dans la position la plus favorable possible dans les négociations de paix. Pour cela, les troupes allemandes sont assaillies sans relâche, au prix de nombreux morts parmi les Français. Conscientes de la contradiction entre cette dernière offensive et le déroulement des pourparlers, les autorités françaises inscrivent la mort d'Augustin Trébuchon au 10 novembre à 10 heures du matin.

Ainsi, s'il est impossible de nier qu'elle ait effectivement accéléré la signature de l'armistice, cette dernière offensive ne peut être considérée comme un élément crucial de la victoire finale. Elle résulte essentiellement de l'obstination du commandement français à passer la Meuse avant l'armistice : volonté de vaincre définitivement l'Allemagne ou opportunité pour certains généraux d'arracher une dernière victoire ?



La croix d'Augustin Trébuchon dans le cimetière de Vrigne-Meuse. © Marie-France Barbe.

Dans les deux cas, la première victime de cette opiniâtreté est le soldat français, qui se sacrifie à quelques heures de la fin de la guerre. Plusieurs mois plus tard, c'est au tour de l'Allemagne de souffrir de cette fermeté : les termes du traité de Versailles la mettent à bas, moralement et économiquement, tout au long des années 1920.

Collectif « France 40 » et « Zone Libre »

Fondé voici plus de 40 ans, le collectif d'associations « France 40 » rassemble des groupes de reconstitution issus de toute la France. Tous sont sélectionnés pour la précision et la dignité de leur tenue, leur rigueur historique, le dynamisme et la richesse de leurs équipements d'époque - chars, chenillés, véhicules, armement, uniformes... ceci dans le but de faire vivre la mémoire de ceux qui ont combattu de 1914 à 1945. Le collectif « France 40 » participe de différentes manières à la réhabilitation de l'image du soldat français de 1940, prisonnier du spectre de la défaite de juin 1940. Fondé en 2016, « Zone libre » est un groupe de personnes passionnées par la résistance française, représentant les maquisards de la zone sud-est ainsi que les combattants alpins de 1940 à 1960.



© Associations « Collectif France 40 » et « Zone Libre ».

Ces deux associations participent à de nombreuses commémorations, tournages de documentaires et reconstitutions historiques dans le cadre de manifestations publiques. Toutes deux ont le label « histoire vivante » de l'organisation nationale des anciens combattants.

Les 28, 29 et 30 septembre 2018, deux associations se trouvaient dans le secteur du col de Montgenèvre comprenant le Chaberton, le Montquitaine, le Janus et le Chenaillet. Cette sortie a été réalisée avec le matériel et les tenues strictement conformes à ce qui était porté par les aïeux en juin 1940 (chaussures à clous comprises). trois militaires d'active (deux commandants dont un lauréat de l'école de guerre, un sergent) et deux militaires « jeunes retraités » composaient cette équipe de neuf passionnés, illustrant bien le lien Armée-Nation.

Il a fallu 5 heures pour gravir le Chaberton et presque autant pour en descendre avec un amorti de chaussure à clous proche de zéro. 100 % des Français sont arrivés en haut du Chaberton et 25 % des Italiens. L'honneur est sauf ! Ayant croisé quelques anciens de la « 27 » en haut du Chaberton, les membres de l'association ont bivouaqué et redonné vie au « Vieux Fort » du Gondran si cher à feu le colonel Charles Klein.

Ils ont visité ensuite les positions de tir des mortiers de 280 millimètres à Poet Morand. Étaient représentées la SES 91^e BCA (défense de Montgenèvre à hauteur de Clot Enjaime et rocher de deseur), la SES 159^e RIA (points hauts du grand Charvia et Tête des Fourneous) et la SES 72^e BAF (Chenaillet). Véritable moment de partage, cette expérience a permis aux associations de mettre à l'épreuve les hommes et le matériel.



© Associations « Collectif France 40 » et « Zone Libre ».

Quiz : connaissez-vous nos OPEX ? Licorne et Turquoise



Blason de l'opération Licorne.
Collection particulière.

Réponse : Créature légendaire, la licorne est un équidé à corne unique présent dans de nombreux bestiaires médiévaux et récits féériques. L'opération *Licorne* menée en Côte d'Ivoire, est déclenchée le 22 septembre 2002 après la tentative de coup d'État à Abidjan du 19 septembre. Elle désigne la participation des forces françaises à l'opération des Nations-Unies afin d'éviter une guerre civile et de nombreux massacres.

Qu'est-ce qu'une Licorne ?

1. Un animal légendaire ?
2. Un meuble de style Louis XIV ?
3. Un instrument de manucure ?



Les militaires français et leur véhicule de l'avant blindé (VAB), surveillent l'axe est de Bouaké, lors de l'exode des populations civiles en 2002.
© Sébastien Malherbe. ECPAD.



Insigne du bataillon de soutien logistique durant l'opération Turquoise.
Collection particulière.

Réponse : De couleur bleu azur et appartenant au groupe des phosphates d'alumine, la turquoise signifierait « pierre turque » ou « pierre de Turquie » dont les gisements se trouvent notamment en France, aux États-Unis et en Tanzanie. L'opération *Turquoise* est déclenchée le 22 juin 1994 et se poursuit jusqu'au 21 août sous mandat des Nations Unies. Le contingent français intervient alors que le Rwanda est plongé depuis plusieurs semaines dans une série de massacres aboutissant au génocide des Tutsi.

Qu'est-ce que la turquoise ?

1. Une catégorie de bière ?
2. Une habitante de Turquie ?
3. Une pierre ?



Poste de tir Milan par un soldat du 1^{er} régiment de parachutiste d'infanterie de marine à Gikongoro au Rwanda, juillet 1994.
© Xavier Pellizzari ou Claude Savriacouty. ECPAD.